



**ASSEMBLEE GENERALE
DES 9,10 ET 11 NOVEMBRE 2024**

Cahier spécial sur les questions internationales

**TEXTE SUR L'INTERNATIONAL
SOU MIS A DÉBAT POUR L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

Le Collectif National du 26 octobre a considéré que le texte ci-dessous avait vocation à ouvrir le débat sur les questions internationales lors de l'Assemblée Générale des 9,10 et 11 novembre ; débat qui devra se poursuivre au sein des collectifs d'ENSEMBLE ! et qui donnera lieu à une prise de décision du mouvement lors d'un prochain Collectif National. Proposé par l'équipe d'animation de la Commission Internationale, ce texte comporte 2 « fenêtres » sur des points où il n'y a pas eu consensus (sur la notion de sud global et sur la question de la Palestine). En annexe figure également l'argumentaire de l'équipe d'animation de la commission Palestine/Israël sur les raisons de la fenêtre sur la Palestine.

Sur les questions internationales

Pas de « domaine réservé » des questions internationales

L'idée s'est imposée – interprétation gaullienne de la Constitution - que les questions internationales, à la différence de toutes les autres, relevaient du seul privilège présidentiel. Ce qui revenait, échappant au débat démocratique, à les mettre à part. Une idée qui s'est installée parce que les partis, en particulier ceux de gauche, sachant que ces questions divisent souvent en profondeur les différentes familles politiques, ont accepté de s'en dessaisir, quitte à occulter la grave atteinte ainsi portée à la démocratie et à la conscience politique collective, et à renoncer à toute orientation politique alternative à la diplomatie impériale française. Cette conscience souffre d'une grave déformation nationale, voire même nationaliste, dans la manière de voir les phénomènes économiques, sociaux et environnementaux qui régissent nos vies et qui, eux, sont internationaux par essence.

On en voit une conséquence évidente. Alors qu'un bilan extrêmement sévère est porté à l'encontre de Macron, on laisse dans le silence le fait que celui-ci est particulièrement désastreux dans le domaine de l'international. Rappelons, dans le désordre, quelques décisions qui paraissent relativisées sinon oubliées :

- ◆ La prétention affichée lors du premier mandat d'une relation privilégiée avec Trump.
- ◆ La prétention encore plus exorbitante d'une autre relation privilégiée, avec Poutine cette fois, et l'assurance de convaincre celui-ci d'une possible solution négociée concernant l'Ukraine
- ◆ Après le 7 octobre, lors d'un déplacement en Israël la proposition tonitruante et farfelue de former une coalition anti-Hamas sur le modèle de la coalition contre Daech.
- ◆ Après l'explosion dans le port de Beyrouth l'engagement à sortir le Liban de la crise.
- ◆ Pour ce qui est de la politique néocoloniale de la France en Afrique sub-saharienne, Macron l'a prolongée, en dépit d'un affichage prétendant infléchir cette politique.
- ◆ Le ralliement à la position de Rabat à propos du Sahara occidental, annoncé brutalement, sans considération du caractère explosif du sujet, de la complexité des relations avec l'Algérie et le Maroc, ainsi qu'entre ces deux pays, et surtout en total mépris du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.
- ◆ Quant à l'ambition affichée d'une autorité personnelle dans la direction de l'Union européenne, on en voit régulièrement les limites, faiblesses et contradictions. Donc bien des décisions pas nécessairement cohérentes avec les canons (au demeurant critiquables) de la diplomatie française. Prises de manière autoritaire, sans aucun débat, elles ont entraîné des incohérences, bien du discrédit et souvent des conséquences très négatives. A quoi il faut ajouter la catastrophe à laquelle a conduit la politique menée par rapport à la Kanaky/Nouvelle-Calédonie. Question à la fois « nationale » centrale et de grande portée internationale. Cette politique est en effet inséparable d'enjeux géostratégiques à l'échelle mondiale, en particulier la seconde place de la France dans le classement mondial des Zones Économiques Exclusives, maritimes et océaniques (ZEE).

Une leçon : Contre une tendance générale, les questions internationales ne sauraient être marginalisées au regard des débats et choix politiques de la gauche. Et ce dans une compréhension juste des enjeux géostratégiques à l'échelle mondiale et une perspective alternative à l'orientation impériale et néocoloniale française. L'internationalisme et les interventions qu'il implique sont au cœur des engagements de notre mouvement.

La guerre entre impérialismes comme horizon possible ?

Envisager la guerre comme un horizon possible aujourd'hui ce n'est pas oublier que, même si elle a sévi hors d'un monde développé préservé car aux prises avec une guerre dite «froide», la guerre n'a guère cessé de se manifester au cours des 2nd XX^e siècle et du 1^{er} XXI^e siècle. Guerres entre États, guerres d'indépendance nationales, guerres de sécession, guerres civiles entre guérillas et dictateurs, guerres de libération nationale, guerres d'invasion, guerres de nettoyage ethnique et/ou de génocide, guerres dites « contre le terrorisme » servant souvent de prétexte à des visées purement coloniales... La liste est longue. On doit cependant différencier ces multiples guerres en fonction de leur nature. En effet, on ne peut mettre sur le même plan, d'une part les guerres qui appellent oppositions et résistances telles que les guerres impérialistes, les guerres entre États et les guerres menées soi-disant contre le terrorisme, et d'autre part, faute de possible négociation avec les forces d'oppression, les guerres de libération nationale contre les puissances coloniales ou les dictatures, qui exigent de prendre parti en soutenant le droit des peuples à la liberté, à la démocratie et à l'autodétermination.

Dans le monde d'aujourd'hui, tout est cependant plus compliqué qu'au siècle dernier. Les grandes puissances ne peuvent rééditer ce que fut la confrontation entre États-Unis et URSS, leur affrontement est plus difficile à cerner notamment du fait de leur imbrication dans l'économie mondiale. Les États-Unis ne peuvent guère renouer avec leur hégémonie passée, économique, militaire, politique, idéologique. La Chine, qui est en situation d'être la première puissance économique, cultive des ambitions impérialistes. Mais ce n'est pas sans faiblesses, car ses initiatives, parfois économiques (routes de la soie ce « projet du siècle » visant à couvrir le monde par un dense réseau de comptoirs), parfois belliqueuses (Himalaya, mer de Chine, Taïwan, le « collier de perles » des bases et facilités portuaires en mer de Chine du Sud et dans l'Océan Indien), parfois carrément génocidaires (Ouïghours) suscitent l'hostilité de certains de ses voisins ... et des Occidentaux. Quant aux États-Unis, engagés dans le soutien à Taïwan, ils sont en première ligne, à la fois comme cible et comme obstacle à ces ambitions.

Mais c'est la Russie qui a sonné le glas d'un après-guerre froide caractérisé, au moins en Europe - « les dividendes de la paix » - par un indéniable désarmement conventionnel), en déclenchant une guerre coloniale et impérialiste en Ukraine, qui a suscité une implication croissante (livraison d'armes) des Occidentaux et un réarmement. Pour autant, à l'exception de l'Ukraine et de la Biélorussie, contraintes de céder son armement nucléaire à la Russie, et de la Suède qui y a renoncé en signant le TNP, aucun pays n'avait renoncé au nucléaire. Il y eut certes grâce aux traités (SALT I et II 1972 et 1979, START I et II, 1991 et 1993) des reculs sensibles puisque plus de 12 000 ogives ont été retirées et démantelées. Mais malgré le traité sur la non-prolifération (TNP, 1970) de nouvelles puissances nucléaires ont vu le jour. A l'Inde (1974) Israël (doté de la bombe depuis une date inconnue, probabilité 1978) se sont ajoutées depuis 1991, la Pakistan (1998) et la Corée du Nord (2006). Quant à la Chine elle poursuit méthodiquement l'accroissement de son stock. Ceci dit, il reste que ce réarmement conventionnel – lié à la guerre en Ukraine - est l'un des faits majeurs de la période.

L'une et l'autre puissances visent à remettre en cause un ordre mondial caractérisé par la domination de l'Occident. Mais si l'une, la Chine, entend surtout se servir de l'économie, l'autre, la Russie, n'hésite pas à recourir à la guerre. Cette rivalité, dans l'Indopacifique mais aussi à l'Ouest du fait de la guerre en Ukraine, a engendré une réaction en chaîne dans le Pacifique et en Europe. Une nouvelle « course aux armements » en est la conséquence, ainsi que l'émergence de l'idée terrifiante qu'il faut se préparer à un conflit de « haute intensité ».D'autant que dans nombre de cas celui-ci inclut un risque nucléaire : Iran/Israël, Inde/Pakistan, sans oublier le chantage exercé par la Russie de Poutine...

Une des principales causes de cette profonde crise mondiale est l'exacerbation des conflits et affrontements entre les différents impérialismes pour préserver leurs zones d'influence respectives, et les étendre si possible. Depuis les années 1980, les principaux impérialismes ont été confrontés à

toute une série de mouvements populaires et de luttes de libération nationale des peuples qu'ils opprimaient et oppriment encore pour une grande partie.

Les deux plus importants furent, d'une part, la chaîne des révolutions démocratiques dans les pays dits « socialistes » et les anciennes républiques de l'ex-URSS - entre les années 1980 (Solidarnosc en Pologne et chute du Mur de Berlin) et 2020 (la Biélorussie), en passant par la révolution ukrainienne de la Dignité en 2013-2014 ; et, d'autre part, la chaîne des révolutions du « printemps arabe » à partir de 2011 en Tunisie, l'Égypte, le Bahreïn, la Syrie, le Yémen, les Intifadas palestiniennes.

Ces grands mouvements ont abouti à la libération d'une trentaine des peuples des dictatures totalitaires prétendument « communistes », et ont fait trembler tout le Moyen Orient jusqu'aujourd'hui. Il en fut de même avec la Chine et la révolution démocratique en 1989 suivie d'une terrible répression sanglante place Tien an Men, la répression du Tibet, le génocide des Ouïgours, le mouvement démocratique à Hong Kong. La succession de régimes semi-progressistes en Amérique Latine, alternant avec des régimes réactionnaires et néofascistes, fait également partie de ce tableau international très complexe.

Partout la domination de ces divers impérialismes a été mise en question. Ils ont tous essuyé de grandes frayeurs. Ainsi, par exemple, la principale raison de la guerre d'agression que l'impérialisme russe mène depuis février 2022 contre l'Ukraine est la peur de Poutine de voir cette contagion des révolutions et aspirations démocratiques arriver en Russie même, réveiller le peuple russe, ainsi que tous les peuples autochtones opprimés au sein de la Fédération de Russie. En suivant les exemples des luttes du peuple tchéchène, géorgien, ukrainien, biélorusse, kazakh, et d'autres.

Hélas ces révolutions démocratiques et mouvements progressistes ont fini par être dévoyés vers un capitalisme néolibéral (pays de l'ex-bloc « socialiste »), ont dégénéré (terrorisme islamique au Moyen-Orient), ou ont été écrasées (Printemps arabes), chacun des impérialismes essayant de sauver ou reprendre le contrôle de sa zone d'influence.

Ainsi, par exemple, en armant et finançant Israël dans sa guerre génocidaire contre le peuple palestinien, visant à parachever son expulsion de la Palestine (la Nakba commencée en 1948), l'impérialisme américain et les impérialismes européens essaient d'éviter à tout prix que la question palestinienne ne devienne à court terme l'élément déclencheur de l'embrasement des peuples à l'échelle de tout le Moyen Orient, mettant en péril leur domination.

Cet inquiétant constat s'insère dans le contexte de l'effacement partiel des limites entre la guerre et la paix. Les relations entre puissances se caractérisaient jadis par un passage de la paix à la guerre par l'intermédiaire d'une crise. Il semble bien que cet enchaînement soit aujourd'hui remplacé par une succession de trois notions imbriquées, qui peuvent coexister (au moins pour les deux premières) : compétition (mode normal d'expression de la puissance dans de nombreux domaines) / contestation (remise en cause par des faits accomplis) / affrontement. Analyse qui prend en compte le développement de stratégies dites de « guerre hybride ». C'est d'autant plus alarmant que la guerre - ou du moins l'action armée - était déjà devenue dans ce contexte un moyen comme un autre de faire aboutir des objectifs politiques.

On voit dans diverses zones du monde (en Afrique, région des Grands lacs, Éthiopie/ Soudan/ Égypte, Algérie/Maroc ; en Asie, Cachemire, Philippines, Taïwan, etc.), des engrenages qui rendent possible le basculement de confrontations politico-économiques en conflits armés ouverts. C'est le cas évident au Moyen-Orient, avec le risque à tout moment d'une généralisation de la guerre en cours à Gaza, de par la volonté israélienne de tenter d'y impliquer l'Iran qui, lui, n'a aucun intérêt à un conflit avec Israël et ses soutiens occidentaux (dont la France macronienne) : il en sortirait évidemment perdant. Que la dictature des mollahs iraniens mène une politique régionale agressive avec ses relais (Hamass, Hezbollah, Houthis...) est une certitude, mais elle est complètement sous contrôle et ne vise pas (plus) l'existence de l'État colonial israélien comme ce fut le cas quand Khomeïni, le premier guide de la

Révolution, le prétendait. Par ailleurs, il faut noter l'élection d'un président présenté comme réformateur, même si ses pouvoirs sont étroitement encadrés par la hiérarchie religieuse réactionnaire. Il faut aussi souligner que l'enjeu du contrôle de ressources décisives (pétrole, minerais stratégiques), y compris vitales (eau, terres fertiles), est un facteur de grande conflictualité un peu partout dans le monde.

Comment mettre fin à cette spirale mortifère ?

États-Unis : les enjeux de l'élection présidentielle sont révélateurs des réalités du monde contemporain

Cette élection présidentielle de novembre combine des déterminants spécifiques de la société étatsunienne et des enjeux mondiaux.

Son importance pour le monde confirme la place des États-Unis comme puissance incarnant la réalité du capitalisme mondialisé et financiarisé, y compris son élément devenu central qu'est la rivalité entre les États-Unis et la Chine, laquelle ne sera pas mise en cause quelle que soit la présidence future.

Une présidence Trump, sur la base d'un programme autrefois populiste très à droite mais cette fois-ci encore plus radicalisé et aux accents néo-fascistes, serait marquée par une orientation internationale isolationniste dont le contenu n'apparaît pas encore clairement. La suprématie trumpiste sur le Parti républicain confirme la puissance au sein de la société américaine et de sa classe dirigeante des pulsions autoritaires, racistes et rétrogrades. De ce point de vue, on ne saurait ignorer la parole ahurissante d'un personnage aussi puissant qu'Elon Musk !

Le trumpisme est une version américaine du néofascisme, lié entre autres aux milieux conspirationnistes et évangélistes d'extrême droite, influençant une partie de la classe ouvrière américaine frappée de plein fouet par le néolibéralisme financiarisé et de ce fait déclassée. Avec le poutinisme en Russie, lié entre autres au clergé orthodoxe d'extrême droite, aux néostaliniens et aux services secrets, ces deux néofascismes se soutiennent mutuellement et forment le fer de lance, du développement de l'extrême droite raciste et autoritaire en Europe et dans le monde.

Une présidence Harris, sur le plan international, hormis un possible infléchissement sur la question palestinienne (ce qui n'est pas mineur vu le poids décisif de l'aide étatsunienne à Israël), elle s'inscrirait dans la continuité.

Le duel annoncé avec Biden augurait d'une victoire inéluctable de Trump et d'une radicalisation droitiste aggravée de la politique étatsunienne. Le fait que le Parti démocrate soit parvenu à écarter ce scénario catastrophe et à promouvoir la candidature de Kamala Harris modifie la donne. Sa candidature représente une solution de moindre mal par rapport à Trump (sur l'Ukraine, les enjeux écolo-climatiques, la relation à l'Europe, à l'OTAN et au monde). Elle témoigne que les pulsions réactionnaires avivées par Trump n'ont pas l'assentiment de la majorité de la population, et que la perspective d'une possible victoire démocrate pourrait favoriser une remobilisation de la jeunesse, des femmes et des « minorités » et assurer une défaite de Trump.

Reste qu'il convient de rappeler que les intérêts étatsuniens tels que portés par l'État profond sont déterminants pour comprendre les politiques des deux partis gouvernementaux et les évolutions possibles de ces derniers.

Ce monde contemporain ne peut plus être compris à partir des oppositions binaires du passé

Le caractère binaire de grilles de lecture héritées du passé - Ouest/Est, Nord/Sud, capitalisme/ « socialisme réel », pays développés/ Sud...-, ne permet pas de rendre suffisamment compte des réalités du monde actuel.

Ainsi, si le clivage Nord-Sud garde, au-delà de la notion de « Sud global », une pertinence par sa corrélation avec l'enjeu toujours décisif du partage des richesses, il est relativisé du fait des extrêmes différenciations entre les pays du Sud, de la montée des pays émergents et leur intégration à l'élargissement du G7 en G20, des ambitions de domination de diverses puissances régionales. Et aussi par la multiplicité des foyers de conflits.

D'où les pièges qui menacent les approches qui se refusent à rompre avec le passé. Par exemple considérer que des positions anti-étatsuniennes et anti-occidentales incluent nécessairement une part d'anti-impérialisme. Donc, par exemple, qu'en Ukraine une forme de soutien à la Russie est justifiée, qu'au Venezuela la juste compréhension de la politique impérialiste nord-américaine (dont les sanctions visant à étouffer l'économie du pays) doit conduire à soutenir le régime Maduro et ses méthodes...

D'où la limite de la notion de « Sud global ». Comment à partir d'elle prendre en compte, à titre d'exemples, parmi bien d'autres, le positionnement du Brésil à l'égard du régime vénézuélien de Maduro, le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la rivalité de grandes puissances entre l'Inde et la Chine ? La Chine, même si elle veut en être le leader, fait-elle partie du Sud ?

Ceci étant dit, il est clair que la notion de « Sud » doit être intégrée à notre compréhension des rapports de force dans le monde. Forcée en trois temps, dans les luttes de libération d'abord, dans la marginalisation ensuite, pour en arriver à une affirmation de soi qu'exprime cette notion de « Sud global », et malgré ses limites, cette « conscience de soi » qu'elle implique.

Fenêtre 1 : Sur la notion de « Sud global » (Bruno Della Sudda)

*De même que son titre (« 4- Ce monde contemporain ne peut plus être compris à partir des oppositions binaires du passé » *), la phrase introductive de ce paragraphe pose un problème de fond : elle tend à dire qu'avec d'autres (Ouest/Est, capitalisme/socialisme réel), l'opposition Nord-Sud (avec laquelle se confond ici l'opposition pays développés/Sud) ne correspond plus aux réalités du monde actuel.*

Or, contrairement à ce que prétendent les néo-libéraux des pays du Nord (que ce soit dans la sphère politique ou chez les géographes et les économistes qui penchent à droite), le clivage Nord-Sud n'a rien d'obsolète. Combiné aux enjeux des inégalités à l'échelle mondiale (qui n'ont jamais été aussi grandes, même si elles ne sont pas les seules : des inégalités existent aussi à toutes les échelles), et de la question toujours décisive du partage des richesses à la même échelle, ce clivage demeure plus pertinent que jamais. Il est donc à la fois faux et dangereux de laisser penser que l'opposition Nord-Sud est caduque.

Il est cependant exact que le clivage Nord-Sud n'est plus la seule grille de lecture du monde actuel, vu les différenciations entre pays du Sud, la montée des pays émergents et l'intégration de plusieurs d'entre-eux à l'élargissement du G7 en G20, l'affirmation des BRICS - et leur ambiguïté : les BRICS sont certes l'expression de pays émergents emblématiques du Sud mais ne représentent en rien un modèle politique et économique alternatif aux pays du Nord- ou encore la

coalition d'une partie des Etats menacés par la montée des eaux résultant des dérèglements climatiques.

On pourrait y ajouter, depuis l'émergence de l'altermondialisme, les articulations entre l'affirmation du Sud à l'échelle des réseaux militants et de nouvelles expressions de groupes dominés tels que les femmes et les peuples autochtones.

*La notion de Sud global se situe dans le prolongement de l'affirmation historique des pays du Sud - « coalition des dominés et des exclus de la planète » **-, de la conscience partagée de leurs peuples de constituer un tout, et du processus de décolonisation. Quel seraient le sens et la portée d'une négation par Ensemble! de cette réalité ? Ce serait d'autant plus absurde et étrange, pour les internationalistes et les altermondialistes que nous sommes, que l'expression Sud global est très fortement utilisée dans les pays du Sud, et particulièrement dans tous les réseaux altermondialistes !*

Il est donc hors de question de rejeter la notion de Sud global.

L'enjeu est ailleurs : à la fois la prendre en compte et en faire un objet de discussion, en particulier avec nos camarades et partenaires du Sud ; dans cette discussion, dire qu'il convient, quand on utilise la notion de Sud global, d'en rejeter clairement toute interprétation mécanique et toute dérive campiste (voir plus loin dans ce paragraphe).

** un amendement (en gras) avait proposé de nuancer ainsi, mais n'a pas été intégré : 4- Ce monde contemporain ne peut plus être compris seulement à partir des oppositions binaires du passé*

*** expression reprise de manière très juste par Bertrand Badie dans le récent débat organisé en juin à Paris par les Amis de Tribune Socialiste (ATS)*

Une donnée comme celle des BRICS est révélatrice des bouleversements des rapports de force mondiaux : dynamique du capitalisme globalisé, déclin de la suprématie «occidentale», montée en puissance de nombre de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine...

C'est pourquoi, si on ne saurait accepter sans examen certaines illusions d'une partie de la gauche internationale quant à un « Sud global » uniment porteur d'une charge anti-impérialiste – il y a en son sein des impérialismes et des pays pratiquant « l'union libre » – , il est clair que cette affirmation de soi au caractère anti-occidental affirmé avec ce qu'elle véhicule de revanche des dominés, doit être prise en compte comme une donnée essentielle des rapports de force et de la façon dont ils se pensent.

Quant à la confrontation États-Unis/Chine, pour centrale qu'elle soit et grosse de possibles affrontements, elle ne peut être comprise comme une réédition de ce que fut en son temps celle entre les États-Unis et l'URSS censée opposer deux camps, l'un capitaliste, l'autre socialiste (versus démocratique/totalitaire).

Le monde est marqué d'une conflictualité qui n'est pas moindre de celle du passé, mais qui se manifeste selon des modalités diverses à partir de multiples foyers d'affrontements, et qui échappe pour une part aux possibles contrôles des grandes puissances, et à fortiori au respect du droit international. Ces divers foyers reflètent, directement ou de manière déformée, les luttes des peuples et des mouvement sociaux pour la liberté.

D'où des dynamiques complexes et multiples, qui pour certaines se combinent pour entraîner des désordres régionaux. Certains obligeant les puissances mondiales à intervenir, tandis que d'autres

restent enfermés dans un cadre qui les condamnent à l'indifférence de ladite communauté internationale.

Par exemple, d'un côté, on voit les guerres en Ukraine et à Gaza. De l'autre, la guerre qui ravage depuis des décennies le Congo, ou les drames que connaissent l'Éthiopie et le Soudan... Voire une possible évolution dans le Sahel. Ces guerres, hormis les expressions de solidarité et sentiments humanitaires, sont finalement peu connues et prises en compte par la gauche. Or, derrière il y a des peuples, des revendications démocratiques, sociales, anti-impérialistes, y compris contre les différents sous-impérialismes.

Dans tous les cas, les peuples concernés vivent des tragédies épouvantables, et n'ont guère de véritable secours à attendre des grandes puissances. Il leur faut davantage compter sur les soutiens internationalistes se concrétisant sous de nouvelles formes, tels par exemple les convois syndicaux en Ukraine, les actions citoyennes et associatives de solidarité avec le peuple palestinien, l'appel rassemblant quasiment toute la gauche en soutien aux revendications démocratiques du peuple vénézuélien.

La guerre dont est victime le peuple palestinien, en premier lieu la population de Gaza, apparaît emblématique de cette situation : depuis des mois le gouvernement Netanyahu poursuit sa destruction systématique, présentée comme une guerre contre le Hamas en riposte aux crimes commis le 7 octobre. Alors que nul ne peut ignorer ni l'horreur commise, ni les véritables motivations de Netanyahu, rien jusqu'à présent n'a permis de stopper massacre de masse et un processus génocidaire. Les discussions et controverses autour de cette dernière caractérisation - s'agit-il d'un processus génocidaire ou d'un génocide déjà en cours et qui progresse – sont tout à fait normales, compréhensibles et légitimes vu l'extraordinaire complexité, historique, du conflit israélo-palestinien depuis 1948.

Les États-Unis, dont les interventions dans la région sont multiformes, s'efforcent d'éviter une guerre régionale incontrôlable, et agissent toujours dans le sens des intérêts d'Israël. Les conséquences sur l'état du monde ne peuvent en être que ravageuses. Avec un État d'Israël dont le gouvernement et l'armée sont gangrenés par la mainmise d'une extrême droite fasciste et raciste, qui mène à des niveaux jamais atteints depuis 75 ans une sanglante guerre coloniale, une puissante montée de l'antisémitisme est inévitable. Dans le même temps se renforce dans nos sociétés l'islamophobie, le racisme anti-arabe et anti-musulman, la xénophobie et le rejet à l'égard des migrants.

Au sein du monde arabe, face à une opinion publique très solidaire du peuple palestinien et attachée à la paix, les gouvernements se montrent passifs face à la tragédie dont le peuple palestinien est victime, ils laissent ainsi libre cours à la propagande des courants islamistes les plus extrémistes. Au final se généralise le sentiment que le droit international n'est qu'un leurre au regard de la *realpolitik* et de la politique du « deux poids, deux mesures ».

Fenêtre N°2 : Sur la question de la Palestine

(Équipe d'animation élargie de la Commission Palestine-Israël)

(Les lignes soulignées indiquent où situer ces réécritures proposées ; s'y ajoute une annexe).

Depuis un an, le peuple palestinien, en particulier les Gazaoui-es, subit une agression militaire d'une violence inégalée depuis la Nakba qui s'est transformée, depuis la fin 2023, en un véritable génocide en cours, visible en direct sur les réseaux sociaux, au vu et au su du monde entier. En Cisjordanie, les forces d'occupation israéliennes multiplient les agressions contre les

viles et les camps de réfugié-es, tandis que les colons organisent des pogroms, avec l'accord de l'armée (au mieux sa passivité) contre les communautés bédouines ou les petits villages dont les habitant-es sont souvent contraint-es de fuir. Cette violence extrême n'a rien à voir avec une riposte soi-disant légitime aux crimes commis le 7 octobre. Il s'agit d'une basse vengeance, d'une « loi » du talion exacerbée dont le but est aujourd'hui bien connu grâce à la publication (par Jacques Fath, 2024) du plan Smotritch de 2017. Ce plan prévoit l'éradication du peuple palestinien en tant que nation et sert maintenant de « Bible » au gouvernement suprémaciste de Netanyahou qui n'hésite pas à étendre sa guerre totale au Liban afin de préserver son pouvoir.

Les États-Unis... migrants (reprise du texte initial)

Au sein du monde arabe, face à une opinion publique très solidaire du peuple palestinien (voire du Hamas) et où l'hostilité à l'État colonial israélien croît, les gouvernements se montrent passifs face à la tragédie dont le peuple palestinien est victime, ils laissent ainsi libre cours à la propagande des courants islamistes (suite sans changement).

Face au risque de confusions généralisées, d'effondrements de valeurs morales universelles, ouvrant la voie à l'indifférence et au cynisme, il convient de poser des repères permettant de s'orienter dans ce monde de plus en plus chaotique.

Quelques repères

Le monde est dominé par l'impérialisme des grandes puissances qui poursuivent la défense des intérêts capitalistes, notamment les États-Unis, la Chine et les autres impérialismes, dont la Russie qui, du fait de sa guerre d'agression contre l'Ukraine, constitue aujourd'hui le principal danger d'une nouvelle guerre à l'échelle européenne et mondiale. Le monde reste dominé par l'impérialisme des grandes puissances, en premier lieu les États-Unis, qui poursuivent la défense des intérêts capitalistes. Celle-ci s'imposant au mépris des conditions de vie des peuples et de leurs aspirations à la paix, à la justice sociale et à la liberté, et rendant impossible une réponse efficace au dérèglement climatique et à la destruction de la biodiversité.

Donc de ce point de vue rien de fondamentalement nouveau dans cet état du monde. En revanche les coordonnées de ce dernier sont perturbées par les éléments de désagrégation de la globalisation économique telle qu'elle s'est imposée jusqu'à la crise du Covid, la place centrale de la bataille entre les États-Unis et la Chine pour le leadership mondial, laquelle au-delà de son point d'incandescence potentielle à Taïwan diffuse à l'échelle mondiale (outre l'Asie, en Afrique et Amérique latine...)

Au-delà de l'extrême diversité des situations locales et de la multiplicité d'enjeux combinés, on peut cerner quelques déterminants centraux.

- ◆ Contrairement à l'idéologie dominante nous savons devoir intégrer que la dynamique du développement du capitalisme n'est pas par elle-même porteuse de démocratie. Démonstration en est apportée par le constat que, contrairement aux attentes des idéologues du triomphe de la démocratie, la confrontation entre les deux principales puissances mondiales oppose aux États-Unis une Chine qui associe un capitalisme hyper dynamique et un système politique dictatorial (de surcroît sur le mode d'un parti unique se revendiquant communiste !).

Sous capitalisme, les régimes autoritaires et dictatoriaux sont légion, et multiples les monstres qu'il engendre (hier Bolsonaro au Brésil, Trump toujours en lice aux États-Unis, l'avènement de Milei en Argentine...) Sans oublier la montée des extrêmes droites et les évolutions liberticides dans les pays européens (politiques anti-migrants, dénonciation de « l'écoterrorisme », étouffement de la liberté et de l'indépendance des grands médias...)

Et à l'heure d'une longue et puissante révolution féministe mondiale, certains régimes rétrogrades, en Afghanistan, en Iran, répriment sauvagement les femmes sans susciter les réactions internationales qui devraient y mettre un terme, quant au droit à l'IVG il se voit menacé voire interdit dans certains pays démocratiques, y compris aux États-Unis, il est toujours restreint et menacé dans quelques États-membres de l'UE et dans plusieurs pays candidats à l'adhésion.

- ◆ La démocratie trouve sa source dans une aspiration irréprouvable des peuples, qui travaille les sociétés en dépit des États et souvent en confrontation violente avec ces derniers. On l'a vu hier avec le processus des révolutions arabes, qui a subi blocages, répressions et involutions, mais dont on peut penser qu'il est appelé à renaître sous des formes renouvelées. On le voit aujourd'hui en Amérique latine où se succèdent des phases contrastées au cours desquelles se déploient des dynamiques contradictoires (accès de Milei au pouvoir en Argentine, poussées à gauche portées par des mouvements populaires et indigènes dans plusieurs pays), et en Asie avec la guerre civile au Myanmar et la révolution au Bangladesh qui introduisent une donnée nouvelle et prometteuse dans une région où se confrontent les ambitions des pays aussi décisifs que l'Inde, le Pakistan et la Chine.
- ◆ Ces poussées démocratiques populaires sont combattues de manières différentes par leurs ennemis. Les États qui se prétendent démocratiques, prioritairement soucieux de la préservation des intérêts capitalistes, peuvent apporter un soutien (plus ou moins réel ou hypocrite) à ces mouvements démocratiques pour les canaliser, et ce tant qu'ils ne déploient pas une dynamique pleinement révolutionnaire mettant en cause ces intérêts et les équilibres géostratégiques qui les confortent.

En revanche l'affrontement est immédiat avec les États et régimes dictatoriaux, qui recourent à des moyens autoritaires de contrôle de la population et si nécessaire à la violence armée la plus brutale. En outre certains se revendiquent d'une idéologie totalitaire à référence religieuse, l'islam politique pour les uns, l'intégrisme hindouiste pour d'autres, un intégrisme juif pour l'extrême droite israélienne... On voit également, certes selon des modalités différentes (propagandes poutinienne, trumpiste, néofasciste italienne...), la diffusion de positions politiques et philosophiques prétendant se référer aux dites « valeurs de la civilisation judéo-chrétienne ».

Des complexités résultent de la combinaison entre les résurgences d'ambitions impériales et des légitimités nationales

S'il demeure des situations proprement coloniales reconnues par l'ONU - qu'on pense à la Palestine, à la Kanaky ou au Sahara occidental -, bien des crises contemporaines résultent de la réactivation d'ambitions impériales qui se heurtent, comme dans le cas de l'Ukraine, à des souverainetés nationales plus ou moins récemment acquises ou correspondant à des aspirations populaires. On peut citer la politique de l'État turc à l'égard du peuple kurde, celle de Pékin à l'encontre du Tibet, des Ouïghours, de Hong-Kong, et de Taïwan. Et bien sûr la volonté de Poutine de restaurer la domination russe sur la Tchétchénie, la Géorgie, et l'Ukraine ; ce sans compter le maintien d'abcès de fixation qui permettront au nouveau tsar de toutes les Russies d'intervenir militairement s'il le juge utile (Ossétie du Sud et Abkhazie en Géorgie, Transnistrie en Moldavie). Sans parler des autres pays issus des ex-républiques de l'URSS, des ex-pays « socialistes frères » d'Europe centrale et orientale, et y compris

des pays scandinaves. Tous ces pays craignent aujourd'hui des futures invasions du «grand frère» russe... En attendant mieux ?

Loin d'y être indifférent l'impérialisme occidental est évidemment impliqué dans ces crises, mais ce serait une erreur de considérer celles-ci comme un théâtre d'ombres dont celui-là serait le véritable scénariste. On voit combien un tel simplisme, y compris avec ses sous-entendus complotistes, conduit certains anti-impérialistes à se fourvoyer totalement et mépriser la légitimité du peuple ukrainien à se défendre face à l'agression russe et à affirmer son droit à exister comme nation indépendante.

Si on ne prend pas en compte cette complexité on ne peut comprendre les reclassements stratégiques qu'entraînent ces crises. En réaction à la menace que fait peser la Chine sur son environnement géopolitique, on voit qu'au-delà des alliés directs des États-Unis (le Japon, l'Australie...) se nouent des accords avec d'autres pays (les Philippines, le Viet-Nam...)

Quant à l'Ukraine, ce n'est pas un tropisme pro-américain qui explique les politiques des pays de l'Est et du Nord de l'Europe, ni les décisions de la Finlande et de la Suède d'adhérer à l'OTAN. Quant aux positions de nombre de régimes africains et sud-américains sur cette même question ukrainienne, de neutralité, voire de soutien à Moscou, si elles peuvent s'expliquer par un réflexe anti-impérialiste et renvoient à la perception commune dans leurs populations de faire partie d'un « Sud », elles ne sauraient s'en trouver justifiées pour autant.

En guise de conclusion (provisoire)

Pour se prémunir contre les égarements qu'entraînent les complexités du monde contemporain, les manœuvres des États, leurs propagandes et leurs manipulations, il convient d'élaborer un nouvel internationalisme, solidaire des intérêts des peuples, de leurs organisations sociales, féministes, syndicales, de leurs formes d'auto-organisation, de leur droit imprescriptible à l'auto-détermination et à vivre libres. Ces peuples ne sont ni passifs, ni attentistes, ces dernières décennies ont montré la puissance des soulèvements désignés comme « *mouvement des places* » (capitales du monde arabe, Maïdan, Khartoum, en Europe même...), se confrontant aux États et bousculant les coordonnées stratégiques du passé. Telle est la boussole de ce nouvel internationalisme, articulé à notre référence altermondialiste combinée à l'alternative d'un monde juste, respectueux de la planète et solidaire. Une exigence principielle, qui ne saurait être entravée par aucune préoccupation électoraliste et clientéliste, ni ne saurait se laisser intimider par les contraintes de toute *realpolitik* : celle d'agir en solidarité avec ces peuples et leurs mouvements d'émancipation.

Ce sont cette boussole et cette exigence principielle qui sont au cœur de la mise en pratique de notre orientation politique à la fois internationaliste - la solidarité active avec les peuples, les femmes, les « minorités »...- et altermondialiste - l'exigence de l'égalité des droits pour toutes et tous dans le monde, et d'un monde basé sur la justice sociale et la paix, un autre type de développement et le partage des richesses. Aujourd'hui elles fondent nos engagements prioritaires - mais non exclusifs - dans les mobilisations en solidarité avec la résistance du peuple palestinien, comme celle du peuple ukrainien, et avec les luttes du peuple kanak et des peuples opprimés.

L'équipe d'animation de la Commission internationale d'ENSEMBLE !

Annexe

(complément de l'encart de l'Équipe d'animation élargie de la Commission Palestine/Israël)

Plus d'un siècle ! Cela fait plus d'un siècle que le peuple palestinien vit sous le joug du colonialisme, d'abord sous un colonialisme britannico-sioniste (1922-1948) dont le but était l'installation d'un État colonial juif au détriment du peuple palestinien, et maintenant, depuis 76 ans sous la férule de l'État colonial israélien que ses dirigeants ont transformé en État d'apartheid dans lequel les Palestiniens n'ont plus que leurs yeux pour pleurer. Et ceci sous l'œil complice de l'impérialisme occidental qui ne rêve, comme l'État colonial israélien, que de rejeter la question palestinienne aux oubliettes de l'histoire. L'attaque du 7 octobre est une réponse à ce siècle de colonisation, à l'invisibilisation du peuple palestinien, à ces 76 années de refus de l'État palestinien et au scandaleux blocus de Gaza qui dure depuis 17 ans.

Cette attaque anticoloniale (et non antisémite) a eu un double aspect : elle constitue un acte de terreur (dont les acteurs ont commis des crimes de guerre et possiblement des crimes contre l'humanité qui devront être jugés), mais elle a aussi contribué à remettre politiquement la question palestinienne au cœur de l'agenda politique mondial. De nouveaux pays ont reconnu l'État de Palestine, des millions de personnes sont descendus dans les rues pour dénoncer les agressions israéliennes aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie (où les forces d'occupation israéliennes, avec la complicité des colons extrémistes, multiplient les agressions contre les villes les villages et les communautés bédouines) et maintenant au Liban, l'opinion mondiale est de plus en plus critique avec l'État colonial sioniste et surtout des instances internationales ont pris position :

- le 26 janvier, la CIJ, saisie par l'Afrique du Sud, a acté qu'il existe « un risque réel et imminent qu'un génocide des Palestiniens ait lieu à Gaza. » La CIJ n'a donc pas jugé qu'il y a un génocide. Nous, en tant que formation politique, qui fait donc des analyses politiques, allant au-delà des seuls considérants juridiques, nous n'allons pas attendre que la CIJ juge après coup qu'il y a ou non un génocide, une fois le crime commis. Car faire de la politique - et pas du droit -, c'est aussi anticiper, prévoir, analyser... en prenant en compte tous les facteurs apportés par les sciences humaines et pas seulement les facteurs juridiques

- en mai dernier, le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) Karim Khan a demandé la délivrance de mandats d'arrêt à l'encontre des dirigeants israéliens et du Hamas ;

- l'avis consultatif rendu le 19 juillet 2024 par la CIJ sur la légalité des politiques et pratiques d'Israël dans les territoires palestiniens occupés et les conséquences des agissements d'Israël est historique. Pour cette juridiction suprême, l'occupation et l'annexion des territoires palestiniens par Israël sont illégales et les lois et politiques israéliennes discriminatoires vis-à-vis des Palestiniens et Palestiniennes bafouent l'interdiction de la ségrégation raciale et de l'apartheid. Cet avis, d'une clarté remarquable, constitue une reconnaissance historique, définitive et sans appel, des droits des Palestiniens et Palestiniennes ;

- enfin, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 18 septembre à une écrasante majorité (124 pour [dont la France], 14 contre [dont les EU] et 43 abstentions) une résolution exigeant la fin de l'occupation de la Palestine par Israël dans les douze prochains mois.

Ce que nous dit aujourd'hui le droit international est clair et c'est une bonne chose. Mais le problème essentiel est son respect, d'abord pour les Pays occidentaux : le mutisme de ces pays suite à l'arrêt de

la CIJ du 19 juillet 2024 pourrait faire croire que, dès lors qu'un avis juridique ne va pas dans leur sens, il convient de ne pas en tenir compte...

Posée dès décembre dernier par les juristes de la FIDH, l'affirmation du génocide (relayée clairement par le Collectif national pour une Paix Juste et Durable - dont Ensemble! est une composante active, certaines associations [notamment l'AFPS, au cœur de la mobilisation] et des forces politiques, puis sur le mode interrogatif par de diverses instances internationales) ne fait aujourd'hui plus de doutes pour les militant·es politiques que nous sommes : la destruction systématique de la bande de Gaza, l'organisation d'une famine meurtrière, l'application du plan d'éradication des Palestinien.nes en tant que nation, (dit « plan Smotritch » de 2017¹) par le gouvernement Netanyahu, les affirmations réitérées de nombreuses personnalités politiques du gouvernement israélien (dont la dernière du ministre des Finances Smotrich qui alla jusqu'à affirmer que le blocage de l'aide humanitaire vers la bande de Gaza était « *justifié et moral* », même si cela pouvait entraîner la mort de 2 millions de civils par la faim²) sont clairement caractéristiques de l'intentionnalité des massacres et donc du génocide du peuple palestinien. Ce que commet l'armée israélienne n'a rien d'une improvisation !

En ce qui concerne le débat interne à Ensemble !, il est donc hors de question de cautionner le déni de ce génocide, longtemps exprimé par quelques camarades. Nous devons très clairement, sans la moindre ambiguïté, dire que nous avons bien affaire à un génocide, d'autant plus qu'il a commencé fin 2023 !

C'est essentiel, pour plusieurs raisons : d'abord nous le devons au peuple palestinien lui-même (vis-à-vis de lui, que veut dire le déni du génocide ?) ; ensuite la qualification de génocide a une portée politique, historique et symbolique très forte et c'est un point d'appui majeur pour exiger les sanctions de la part de la France et de l'UE les plus sévères contre l'État d'Israël, le renforcement des mesures de boycott et poser la question de la cessation des relations diplomatiques et des complicités occidentales avec un État génocidaire; enfin, vis-à-vis de celles et ceux qui manifestent leur solidarité avec le peuple palestinien, tout déni du génocide ne peut qu'alimenter le sentiment insupportable du « deux poids deux mesures » aux conséquences redoutables - dont l'alimentation de l'antisémitisme.

1 Jacques Fath, *Israël, le Hamas et la question de Palestine*, Éditions du Croquant, 2024

2 Dominique Vidal, Israël entre crime et suicide, in *La Presse nouvelle magazine*. Sept. 2024